

# TOKUP' n°56 / novembre 2005

[www.squat.net/ea](http://www.squat.net/ea)

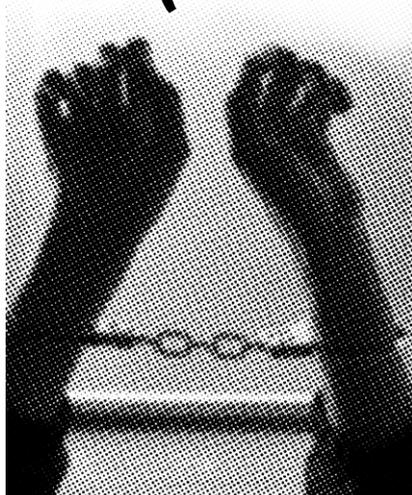
gratuit bien-sûr!

PRESENTATION: Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site [www.squat.net/ea](http://www.squat.net/ea), où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne

Asile

## L'Ethiopie ou la prison (les deux si vous insistez)

Plus d'un an et demi s'est maintenant écoulé depuis l'annonce par le conseiller d'Etat Mermoud du renvoi forcé des débouté-e-s. Aujourd'hui, sur le terrain, l'arbitraire et l'oubli semblent être les seules règles. Illustration avec le cas éthiopien...



Jusqu'à maintenant, l'Ethiopie et l'Erythrée n'acceptaient pas les retours forcés. Au lieu de régulariser les réfugié-e-s de ces pays qui ont fui le conflit de 1998, la Suisse a choisi de les maintenir ad eternum en situation précaire. Alors que nombre d'entre elles et eux travaillaient depuis des années, la droite du conseil d'Etat vaudois leur a interdit de travailler fin avril 2005. Sous le prétexte de «s'adapter à la politique fédérale», on ruine ainsi des années d'intégration.

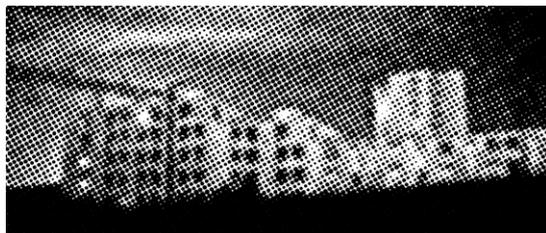
Une nouvelle étape est en train d'être franchie puisque le Service de la population a récemment annoncé aux éthiopiens-ne-s qu'ils allaient recevoir des plans de vol pour un renvoi forcé. Le bruit court que Berne aurait négocié (monnayé?) un accord avec l'Ethiopie et l'Erythrée pour que ces pays reprennent leurs ressortissant-e-s. Sous le slogan «allez reconstruire votre pays», Mermoud s'apprête donc à renvoyer ces gens en Afrique.

L'Ethiopie, c'est très chouette. Après son week-end en Bosnie, Mermoud serait d'ailleurs sûrement prêt à aller y faire un saut. Oui, l'Ethiopie c'est très chouette, dixit le Service de la population. On en vient donc à se demander si ces messieurs-dames entendent autre chose que la voix de leur maître.

Parce que si l'on suit un peu les nouvelles internationales, on apprend que l'Union Européenne a dénoncé les élections éthiopiennes de juin 05 comme non conformes aux standards démocratiques, que plus de 80 personnes ont été assassinées par les forces de police dans les 30 derniers jours, qu'Amnesty international dénonce l'arrestation systématique des opposant-e-s au régime, notamment des journalistes. On y apprend aussi que les opposant-e-s décèdent de «mort naturelle» en prison (dixit le chef de la police éthiopienne). On peut aussi constater que la mission de l'ONU en Ethiopie/Erythrée qualifie la situation actuelle d'«explosive» et craint un conflit imminent entre les 2 pays...

Mais non, l'Ethiopie, c'est c houette. C'est Mermoud qui l'a dit. Alors celles et ceux qui veulent pas y rentrer, on les mettra en prison, et puis ils rentreront de force dans leur beau pays. L'asile, c'est ça en Suisse.

On pourrait aussi vous parler de Mohammed B. qu'est en prison depuis le 5 octobre. Et puis des autres qui continuent à vivre de menaces en menaces. Mais y a pas la place pour tout le monde. Alors si jamais, allez sur [www.stoprenvoi.ch](http://www.stoprenvoi.ch) pour plus d'infos et soutenez la mobilisation.



Sous-France

## Ma cité a craqué: émeutes et état d'urgence en France

Depuis le début des émeutes en France, les merdias et internet regorgent de compte-rendus et de reportages à ce sujet. En gros, il s'est vraiment dit tout et n'importe quoi, mais rares sont les articles qui avancent une analyse un tant soit peu éclairée. Nous reproduisons ci-dessous un texte de l'*Envolée* paru sous le titre "Je tombe des nues", qui nous semble poser le décor de façon assez lucide. Profitons au passage pour signaler que l'*Envolée*, collectif qui se fait l'écho des luttes contre la prison par le biais d'une radio et d'un journal, est actuellement en prise avec la justice française pour outrage à administration publique

(infos sur <http://lejournalevolee.free.fr>).

Non, les «jeunes» des banlieues ne sont pas devenus méchants. Bien au contraire, cela fait longtemps qu'ils sont trop calmes face à un acharnement policier qui n'a jamais hésité à employer toute la force brutale pour étrangler et maintenir dans l'ordre social des centaines de milliers de pauvres pour qui plus rien n'est possible. Ce n'est pas une accumulation sociologique hasardeuse qui a mené à l'élaboration et à l'application de textes de lois relatifs à la gestion des travailleurs, des chômeurs et des précaires. Dans les années 60, l'Etat faisait construire des cités béton proches des sites industriels pour «loger» les ouvriers souvent immigrés dont ils avaient besoin. Au début des années 80, délocalisations, informatisation, etc. obligent, il n'y avait plus de travail pour les habitants de ces cités qu'il fallait du coup gérer: c'était le début d'une politique de la ville réfléchie et appliquée au travers des Contrats Locaux

(suite en page 2)

## Brèves

### Riponne: la poussière qui fait des bulles

Comme toute ville propre qui se respecte, Lausanne ne saurait tolérer des taches sur la City map. Après l'échec de l'enfouissement des toxicomanes et autres marginaux dans le trou du M2, après l'échec de leur déplacement forcé à la Promenade de la Solitude (à côté de l'espace autogéré, cf T'okup! 53), après le déplacement de la Soupe populaire à l'abri des regards, après le passage de relais entre les commerçants de St-Laurent à ceux de la Riponne dans la course aux doléances contre le «laxisme» municipal (un flic et un travailleur social derrière chaque toxico), voilà un nouveau problème: la vue de marginaux à côté du traditionnel marché de sapins de Noël à la Riponne risque de gâcher les courses de fin l'année. Faudrait donc vite mettre tout ça dans un bistrot social, qu'on n'en parle plus. Et place aux accros de la fièvre acheteuse, aux overdoses de cadeaux de Noël et aux abcès de surconsommation (et la lumière fut, grâce au geste in extremis de la municipalité pour les décors de Noël au centre-ville marchand).

### Le social est-il soluble dans le café?

Voilà des semaines qu'on nous rabâche les oreilles avec la nécessité d'un café SOCIAL, à l'usage exclusif des marginaux Le Lozane Lazone (voir ci-dessus). Pas besoin d'avoir fait un master en linguistique pour en déduire que tous les autres établissements sont, par opposition, antisociaux. S'il y en avait encore qui croyaient que les bistrotis étaient des lieux de socialisation plutôt que de pure consommation, qu'ils/elles se détrompent.



### Chute des cours du Café social

On apprend finalement que le «café social» pour toxicos poursuivra l'œuvre de délocalisation de la marginalité: celle-ci sera regroupée dans son pool du Vallon, à côté de l'Armée du Salut et du Passage, juste sous l'incinérateur communal. De surcroît, le café social sera littéralement une coquille vide, puisqu'il n'en reste qu'un abri provisoire, formée d'une simple baie vitrée, mais malgré tout chauffée et avec un toit. Il fera toutefois quand même dans le social, puisqu'il permettra de créer 2 postes de travailleurs sociaux à plein temps.

### Ma cité a craqué: émeutes et état d'urgence en France (suite p.1)

de Sécurité. Ces contrats encadrent depuis vingt-cinq ans les conditions de «vie» dans les quartiers populaires. Leurs objectifs: étendre toujours plus le contrôle, non seulement en multipliant la présence des forces de l'ordre sur le «terrain» mais en transformant progressivement le plus grand nombre possible en «citoyen», c'est à dire en délateur et relais local de la police.

La police en uniforme à qui l'état a donné de plus en plus de pouvoir et de moyens pour exercer son autorité: contrôles au faciès permanents, perquisitions à tout-va, garde à vue pour un oui ou pour un non, comparutions en justice pour outrage et rébellion, ..., et rares sont les quartiers qui n'ont pas à déplorer un des leurs tué par la police.

Le travail de police assuré par des associations de quartiers qui, pour recevoir quelques subventions, doivent travailler main dans la main avec les maires, les commissaires et assurer une surveillance de proximité pour maintenir l'ordre en dénonçant tous les comportements jugés incontrôlés ou dangereux pour le pouvoir en place.

Le travail de police de l'institution scolaire à qui il est demandé de signaler tout écart de conduite aux pouvoirs publics; une des fonctions de l'école est de détecter et de ficher ce qu'ils appellent les «signes d'une délinquance juvénile», ce qui contribue en fait à renvoyer les plus démunis dans des classes relais, des centres éducatifs fermés, des prisons pour mineur grâce à l'abaissement de l'âge pénal à treize ans. Des parents d'élèves sans-papiers sont même interpellés à la porte des écoles...

Le travail de police des éducateurs de rue, des médiateurs qui sont sommés de donner les noms des familles en difficulté à la mairie, les désignant comme étant de fauteurs potentiels de trouble avec la menace pour les familles de suppression des allocations familiales, accréditant l'idée que c'est une poignée de «voyous» qui seraient responsables de tous les maux.

Le travail de police des sociétés de transports en commun qui pratiquent des prix exorbitants, qui inondent leurs réseaux de vigiles et de contrôleurs et qui invitent leurs conducteurs à assurer la surveillance de la fraude qui est passible d'incarcération.

Le travail de police de colocataires qui signalent aux forces de l'ordre la présence «illégal» et pénalement répréhensible de personnes dans les halls d'immeuble et qui pratiquent légalement la dénonciation anonyme.

Le travail de police des commerçants, des vigiles, des maîtres-chiens...

Après quinze jours d'émeute, «l'opinion» admet «que c'est dur de vivre dans les banlieues, mais que c'est pas en brûlant tout que cela va s'arranger et que ces jeunes sont des voyous qui se livrent à une compétition dans la destruction aveugle, et qu'ils sont forcément manipulés par des mafias ou des intégristes».

Et pourtant, les mouvements sociaux

d'envergure, celui des sidérurgistes, des enseignants en 2003, des postiers, des lycéens en 2005, des traminois de Marseille, semblent impuissants face à la détermination de l'état qui continue de faire voter ses lois

sur les privatisations, la décentralisation, les retraites, la réforme du code du travail, de l'éducation nationale, le durcissement du code pénal, les lois sur la prévention de la délinquance, le renforcement des lois anti-immigrés... Même deux millions de manifestants en 1995 se sont heurtés à un autisme imperturbable.

Alors que ceux qui ont la bonne méthode la donnent. Et en attendant, il est plus sage de ne pas donner de leçons à ceux qui expriment leur colère et de ne pas se transformer en criminologues, en militants experts, en sociologues en quête d'un terrain de lutte à vampiriser, ou en moraliste de gauche appelant une fois de plus l'état au secours pour rétablir l'ordre républicain. Qu'est-ce que ce «devoir républicain» pour des enfants de parents immigrés qui n'obtiendront la nationalité française qu'en échange d'une bonne conduite au risque de se faire expulser du territoire à leur majorité? Qu'est-ce que ce «devoir républicain» pour des jeunes qui naviguent entre petits boulots de merde payés des miettes et allocations sociales ou RMA?

Et puis, on peut remarquer que dans toute cette destruction on retrouve des cibles privilégiées: des locaux d'entreprises installés dans les zones franches, exonérées d'impôts en échange de création d'emplois dans les quartiers mais qui préfèrent embaucher ailleurs, une trésorerie principale, des commissariats, une ANPE, des écoles, des bus qui sont perçus comme des symboles de l'état, un laboratoire pharmaceutique, des dépôts de voitures appartenant à France



Télécom, à l'EDF et à la police, des concessionnaires automobiles. Pas de pillages systématiques, pas d'accumulation de marchandises, mais la destruction.

Ah! mais ils brûlent aussi les voitures des voisins, de ceux qui galèrent pour survivre... Primo, il n'y a jamais eu dans l'histoire de révoltes et de révolutions qui n'aient pas été génératrices de désordres et c'est dans le développement de l'émeute que se réfléchissent et se précisent les objectifs. Deuxio, c'est presque indécent de pleurer sur de la ferraille quand ça fait des années que la misère est orchestrée par les plus nantis qui ne se soucient guère de la vie des enfants des quartiers populaires. Tertio, c'est toujours la même rengaine du bouc émissaire et de la victime: il faut un responsable pour cacher sa propre misère, c'est forcément le plus pauvre. Ceux dont les

voitures crament qui appellent à la responsabilité citoyenne se trompent de «tortionnaires».

**Le plus grand risque est que ce feu de vie ne dure qu'un instant, qu'il ne se propage pas et qu'il se fasse le lit d'un nouveau durcissement du contrôle social sur chacun de nous et particulièrement sur les mineurs cordialement invités dans les prisons en construction. Les policiers interpellent à la pelle, les tribunaux condamnent sans vergogne et le pouvoir décrète l'état d'urgence... Mesures d'une véritable guerre sociale. Ne laissons pas les émeutiers seuls face à la répression, ne laissons pas se développer la chasse aux étrangers, soyons présents dans les tribunaux, refusons concrètement le couvre-feu, occupons les rues, exigeons l'amnistie pour tous les émeutiers d'hier et de demain.**

*envoleeradio@yahoo.fr (13 novembre 2005)*

## Occupations Nouvelles de Chésereux

A peine la crémaillère pendue (T'Okup' 55), la lutte psychologique est déclarée au squat du Château Ferme. A l'annonce de ces froids de canard, on enferme les volailles, et la proprio fait couper la ferme d'électricité par la Romande Energie (16.11) puis d'eau (18.11). Enfermons plutôt les proprios et leurs poulets en uniformes. En outre, une audience chez le juge est prévue le 7 décembre. Suite au prochain numéro.

## La Bergerie... La fin?

Les occupant-e-s de la Bergerie (cf T'Okup! 51) ont signé une convention pour le retrait de la plainte du «propriétaire». Tout le monde dehors au 20 décembre sinon des sursis tombent, certaines personnes risquent la prison ferme. Le syndic d'Yverdon, Remy Jacquier, libéral, menace lui aussi de porter plainte. De toute façon «le 20 décembre ce n'est pas en hiver... et vous n'avez qu'à rentrer chez vos parents... «On verra...»

## Chaux-de-fonds

# Plus de 40 amendes pour des boules de neige contre l'UDC.

Le 8 janvier 2005 (voir T'Okup! n°49), environ 250 manifestant-e-s répondaient à l'appel du Malin (organisme anonyme à but révolutionnaire plagiant le Matin) pour une manif' contre la tenue d'un congrès de l'UDC. Polyexpo - où ces chers milliardaires organisaient leur petite sauterie - était entièrement barricadée. Lors de la sortie des congressistes, et encouragé par leurs insultes, un lancer de boules de neige a eu lieu. La réponse de la police présente en masse ne se fit guère attendre, notamment à coups de lances à incendie. Quelques objets moins symboliques que les boules de neige ont alors volé en direction du camp retranché de l'UDC, escamotant au passage 3 voitures luxueuses et faisant les choux gras des médias.

Ensuite, il y a eu les lacrymos, les chiens, dispersion des manifestants et marche à travers la ville en soutien à trois personnes arrêtées avant la manif'.

Dès février ont alors lieu les premières convocations (environ 10 personnes) à la police sur la base de photos afin de procéder à un interrogatoire. Puis, stand-by jusqu'en août où de nombreuses personnes reçoivent alors des téléphones les informant que l'enquête est passée aux mains du procureur et que ce dernier risquerait de s'intéresser à elles. Les ordonnances pénales sont tombées peu de temps après, condamnant les participant-e-s à des amendes de 250 à 500 Frs (selon le revenu, disent-ils, ce qui se révèle être faux), agrémentées de 150 Frs de frais juridiques, ainsi que deux ans d'inscription au casier judiciaire (env. 41 personnes). A noter que quelques mineurs ont également reçu des amendes dites symboliques et que deux personnes ont été déférées devant le tribunal car elles ont avoué avoir lancé des pierres. Les personnes qui ont été amendées sont surtout des activistes ou membres de partis et principalement des jeunes. Sympathique procédure d'intimidation...

L'ordonnance pénale se base sur les chefs d'accusation suivants: premièrement délit d'émeute (Code Pénal). Deuxièmement manifestation séditieuse (un article de la loi neuchâteloise) qui condamne ce qui vise à déstabiliser le pouvoir (le pouvoir tremble face aux boules de neige!). Et troisièmement dommage à la propriété.

Un groupe informel s'est alors créé, formé d'une douzaine de sympathisant-e-s afin de réagir contre la condamnation et pousser un maximum de personnes à faire opposition (actuellement 26). Il s'agit également de définir une stratégie: dans un

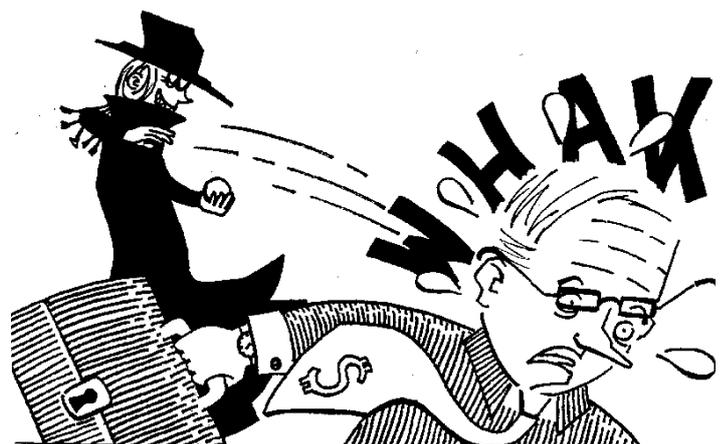
premier temps, l'opposition, car les libertés individuelles ont été clairement bafouées et l'escalade policière est en grande partie cause des débordements. Le but de cette action est de parvenir à l'acquiescement mais aussi de devenir visibles sur le plan politique et médiatique.

Dans ce sens, une lettre ouverte a été signée par des députés du grand conseil neuchâtelois, une pétition est en circulation afin de recueillir des signatures de sympathisants, une motion populaire a été lancée et vise l'abrogation de la loi contre les manifestations séditieuses, une conférence de presse a été donnée expliquant l'opposition, des appuis politiques ont été contactés et des concerts de soutien organisés.

Quitte à perdre juridiquement, il semble possible de tirer parti politiquement de la situation. En effet, celle-ci permet de resserrer les rangs et d'étayer notre critique de l'UDC. Une fois de plus, nous pointons du doigt la quantité de flics faisant partie de ce parti à Neuchâtel, la croissance affolante de ce parti dans la région et l'intensification de la répression policière.

## A coups de boules de neige, continuons la lutte!

*Des participant-e-s à la manif' de janvier*



Lozan fait caca

## Donald Dock, la nouvelle salle rock

Voilà, après un chemin de croix qui a pris des années, le fantôme d'une Dolce Vita fantasmagique renait de ses cendres sous la forme des Docks. Sont entre autres annoncés pour la soirée d'ouverture du 1er décembre: des «concerts live» (c'est vrai qu'ailleurs les concerts sont toujours en playback!). Bref, du haut vol pour cette salle qui veut jouer dans la cour des grands tout en surfant sur le dernier écueil nostalgique d'une défunte Dolce Vita plus underground qu'alternative, mais dans les murs mondains du Théâtre des Roseaux sauvé des eaux de l'Expo nationale 02 (quelques centimètres de laine de verre, ça doit être ça le développement durable).

Enfant chéri du très municipal Schilt de la culture, la salle des Docks est l'aboutissement du projet le plus institutionnel et le plus commercial de «musiques actuelles». Pour la petite histoire, on rappellera l'épisode où, lorsqu'en 2001 des oppositions bloquaient le projet alors prévu à la rue Centrale, le très dynamique directeur de ce qui était encore le Dolce Vita Club lorgnait sur les locaux de

l'espace autogéré, sous prétexte qu'il ne s'y passait rien... (T'Okup! 23).

Dernière cerise sur le gâteau: il paraît que dans sa folie des grandeurs et avant même d'avoir rempli une fois sa salle, les Docks exigeraient l'exclusivité de la part des artistes qui viennent s'y produire, fussent-ils des groupes locaux (qui pour le privilège de jouer aux Docks devraient donc les remercier à genoux de ne pouvoir faire aucun autre concert dans leur propre région). Et qu'on ne vienne pas nous dire ensuite qu'on se préoccupe de promouvoir des artistes locaux...

Sous les rampes de lightshow tout comme au milieu des fumigènes, ça ne saurait être plus clair: pour ces gens-là, la seule culture est celle du prestige et du profit. Rien de très révolutionnaire donc sous la latitude des nuits lausannoises. Espérons que le public ne s'y trompera pas.

**Contre les temples de la consommation!**

**Jetons l'eau du bain, pas seulement le bébé!**

**Qu'ils se noient dans la bière!**

## Matin Bleu: la pub en boîte vite lue, vite jetée

Tellement nul qu'il n'y a même rien à ajouter, sauf que le T'Okup reste gratuit, sans pour autant vendre ses lectrices/eurs aux annonceurs.

**cultivons la subversion!  
subvertissons la culture!**



Antifa

## «White Terror» - ou l'indignation au service des fachos?

Avec «White Terror», Schweizer nous fait une fois de plus part de sa fascination pour le mouvement nazi skin et plus largement pour l'extrême droite. Coincé dans son rôle de citoyen indigné, il se met en scène.

Partant d'un fait divers survenu en Suisse où de jeunes extrémistes de droite ont pourtant eu la bonne idée de se tuer pour une fois entre eux, Schweizer partira parcourir le monde à la découverte des réseaux internationaux du White Power. Découverte n'est peut-être pas le mot approprié puisque le réalisateur fréquente le milieu depuis trois films déjà. Le marché semble être «vous me laissez faire mes films et je diffuse votre message à un large public». Et c'est bien là le problème. Schweizer devient le jouet des adeptes de la pureté de la race blanche. C'est ainsi qu'ils se l'envoient de Suède aux Etats-Unis, de la patrie de l'Oncle Sam en Russie afin qu'il puisse colporter leur message boiteux.

À la manière de la vidéo de propagande Kriegsberichter (correspondant de guerre) que Schweizer prétend vouloir dénoncer, le film est construit comme un clip. Ce film, ou plutôt ce flot d'images qui donne largement la parole aux nerfs d'extrême droite, ne fournit aucune explication politique, ne prend jamais position. C'est comme si pour le réalisateur les images étaient censées parler d'elles-mêmes.

Pourtant de-ci de-là des éléments intéressants auraient pu être développés. Nous pensons par exemple aux structures de diffusion du matériel de propagande sur le plus pur mode marketing de l'entreprise capitaliste, au mode d'organisation en réseau prétendument sans chefs ou encore au développement du mouvement en Russie qui aurait mérité un film à lui seul. Mais cela aurait demandé à Schweizer de se positionner, d'avancer une analyse politique, de parler de ce monde capitaliste dans lequel nous vivons plutôt que de se laisser hypnotiser par le folklore d'extrême droite aussi nuisible soit-il.

Un film plus qu'ambigu donc, où l'on en vient à regretter les films de Richard Dindo, dont la lenteur donnait le temps à la réflexion. Finalement on ne sait pas très bien s'il s'agit d'un film antifasciste bien-pensant appelant à renforcer les prérogatives répressives de la démocratie bourgeoise ou plus simplement une bonne bande-annonce pour mouvement suprématistes blancs international en mal de publicité.

## agenda

### Décembre:

**Du 5 au 9:** Bouffe-expo sur l'asile, 12h, CAP (cafétéria autogérée de l'UNIL).

**Jeu.8:** 21h30 courts métrages après la bouffe. Espace Autogéré, César-roux 30.

**Sam.10:** Concerts musique africaine + dj's. (à confirmer) Espace Autogéré, César-roux 30.

**Jeu.15:** 18h30 Infokiosk féministe (non mixte): Lectures érotiques. Espace Autogéré, César-roux 30.

**Sam.17:** Martin Rewki + Bazar de Nuit, concerts-vernissage du nouvel album «stridulations» + dj's. Entrée libre, portes 20h30. Espace Autogéré, César-roux 30.

### Janvier:

**Jeu.19:** 18h30 Infokiosk féministe (non mixte): Réflexion sur l'art féministe engagé. Espace Autogéré, César-roux 30.

**Sam.21:** journée d'actions délocalisées contre le WEF de Davos (Word economic forum) avant l'ouverture du forum.

**Du 25 au 29:** actions en tous genres pour dénoncer et perturber le WEF, discutez-en autour de vous, imaginez vos propres actions!

### Activités fixes:

**Le Potage de Plombs**, restaurant végétarien, chaque jeudi à 20h. Espace Autogéré, César-roux 30.

**Salon de thé à la Laiterie**, Les lundi de 16h à 19h, Martery 23.

**Ciné bouffe aux Tilleuls**, Les lundi à 19h30, Rte de Lausanne 52, TL n°7, arrêt Renens-Village.

**Bouffe pop au Chien rouge**, Les vendredi à 20h00, César-Roux 23.